



ÉDUCATION

“LES ÉCHÉANCES POLITIQUES À CINQ ANS NE SONT PAS AU RYTHME DE L'ÉCOLE”

Repenser l'école, en s'affranchissant des visions court-termistes, des intérêts extérieurs et des postures idéologiques. Et en intégrant les professeurs dans l'élaboration des programmes. PAR NATHALIE BULLE



de
NATHALIE BULLE,
 sociologue, directrice
 de recherche au
 CNRS, auteur de
l'École et son double,
 Hermann, 2009.

Marianne : On a le sentiment que les gouvernements successifs sont impuissants face à la faillite de l'éducation nationale. Vous avez participé aux réflexions autour de la refondation de l'école en 2012, quelles conclusions avez-vous tirées de ces travaux ?

Nathalie Bulle : Cela m'a semblé une vaste entreprise de marketing visant à valider un programme prédéfini. Il n'y a pas de débat réel, car la pensée de l'école est phagocytée par des experts de l'éducation en général qui servent la rhétorique politique. Or, les échéances politiques à cinq ans ne conviennent pas à l'échelle de l'école.

Quelle est, selon vous, l'erreur des politiques éducatives ?

Elles donnent la priorité à des savoir-être : on veut inculquer des habitudes comportementales. C'est la voie de la facilité. L'école tend à être façonnée sur le modèle d'une microsociété où le vivre-ensemble prime sur les acquis intellectuels. On ne veut plus croire que l'autonomie du jugement conduit à de bons choix moraux. Par ailleurs, l'école tend à subir des influences externes néfastes. Elle doit au contraire être protégée des intérêts court-termistes issus de la société elle-même, des entreprises, des lobbies divers et variés... Et du clientélisme politique.

Qui, dès lors, devrait être chargé de la définition des grandes orientations éducatives ?

Les programmes devraient être aux mains des « sachants », des académies des sciences et des lettres. Mais aussi des professeurs eux-mêmes. Ils ont été dépossédés de la réflexion sur l'enseignement de leur discipline et deviennent des employés manipulables. Un enjeu crucial est de les recruter parmi les meilleurs éléments d'une génération. C'est ce qui se fait en Finlande ou à Singapour.

Comment définir des programmes qui puissent convenir à tous les élèves ?

La réflexion serait simplifiée si on acceptait de faire évoluer les élèves au rythme qui leur convient, dans les matières fondamentales. En recherchant une voie pour tous qui ne correspond finalement à personne, on crée de l'exclusion et de l'ennui. En déployant la discipline du plus élémentaire au plus complexe, on permettrait aux élèves de valider les étapes au fur et à mesure, à la manière

des UV à la fac. Une organisation modulaire est plus intégratrice et plus adaptée à une population hétérogène.

Y a-t-il des mesures, parmi celles qui sont proposées par les candidats à la présidentielle, qui vous paraissent intéressantes ?

Une plus grande autonomie dans la gestion des établissements [Emmanuel Macron et François Fillon] permettrait aux directeurs de choisir leurs enseignants et de les licencier au besoin. Tant qu'on maintient une réflexion centrale sur les programmes et les horaires, on ne menace pas l'unité républicaine. Il faut, selon moi, abroger la réforme du collège [Jean-Luc Mélenchon, François Fillon, Emmanuel Macron] et revenir sur la réforme des rythmes scolaires : elle a ouvert la porte de l'école à des animateurs divers et variés qui déstructurent le sens de l'institution. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR É.É.

Image non disponible.
 Restriction de l'éditeur

christophe morin / ips

MANIFESTATION CONTRE
 LA RÉFORME DU COLLÈGE
 à Paris, le 19 mai 2015.